

dans à nos lecteurs un excellent discours de M. Desseigny contre le projet du gouvernement. L'orateur a fait excellentement ressortir la force de l'argument que les adversaires de ce projet tirent des résistances qu'il rencontre auprès des principales chambres de commerce françaises. Sur soixante qui ont été consultées jusqu'à présent, neuf seulement se sont prononcées en faveur du système de M. Thiers et de M. Pouyer-Quertier. Sous un gouvernement à qui son origine et sa constitution font un devoir et une nécessité de réfléchir exactement, dans tous les détails de sa conduite, l'opinion du pays, on ne comprend pas que d'aussi imposantes manifestations tiennent si peu de place. Et c'est vraiment le cas de répéter à M. Thiers, comme l'a fait fort à propos M. Desseigny, ces paroles qu'il prononçait, en 1870, à la tribune du Corps législatif : « Je conçois qu'un gouvernement puisse penser, quand il est composé des hommes éclairés du pays, qu'il sera meilleur député, meilleur guerrier que le gros de la nation; mais se croire le meilleur négociant, le meilleur manufacturier, le meilleur agriculteur, alors que cette nation se compose de négociants, de manufacturiers, d'agriculteurs, c'est une prétention par trop étrange ! »

Nous publions plus loin un rapport présenté à l'Assemblée par M. de Clercq, au nom de la commission chargée de l'enquête sur les chemins de fer. Ainsi qu'il se le rappelle sans doute, M. de Clercq et ses collègues avaient reçu une double mission. Ils devaient : 1° proposer d'urgence les mesures à prendre pour diminuer les souffrances causées par la crise actuelle; 2° procéder à une enquête sur le régime général des chemins de fer.

La commission n'a point encore abordé cette deuxième partie de sa tâche; elle vient seulement de nommer une sous-commission de cinq membres qui doit formuler le programme des travaux à suivre. C'est donc uniquement des « mesures » à prendre pour diminuer les souffrances causées par la crise actuelle que s'occupe le rapport de M. de Clercq. Nous devons dire que nous en trouvons les conclusions bien timides. La commission, par l'organe de son rapporteur, se borne à formuler des vœux que le gouvernement sera libre de respecter ou de méconnaître dans ses décrets ou arrêtés ministériels. Nous ne comprenons absolument rien aux paragraphes 7 et 8. La commission semble ignorer que, tout récemment, M. le ministre des travaux publics a pris un arrêté aux termes duquel les délais réglementaires d'expédition et de livraison des marchandises de grande vitesse ont été ramenés en vigueur à partir du 1^{er} janvier courant, et que les Compagnies ont été autorisées jusqu'au 31 mars prochain à doubler les délais réglementaires d'expédition et de livraison des marchandises de petite vitesse. La commission avait à dire nettement ce qu'elle pense de cette demi-mesure : c'est ce qu'elle n'a point fait.

Au demeurant, nous ne lui dissimulons point que la seconde partie de sa tâche, nous semble seule, aujourd'hui, vraiment importante, vraiment intéressante. C'est, en effet, au cours des travaux de cette seconde partie, qu'elle aura à se poser et à résoudre la grave question du monopole dont l'industrie et le commerce français réclament si énergiquement la suppression.

LE RETOUR A PARIS

PRESSE ÉTRANGÈRE

Extrait du Times :

L'élection du 7 janvier, manifestation non équivoque de l'opinion publique, est un mouvement contre-révolutionnaire. Elle écarte tous les obstacles qui auraient le retour à Paris du gouvernement et de l'Assemblée. Paris a mérité de reprendre son titre de capitale. La réconciliation ne peut être douteuse. Les conservateurs n'ont plus de raison de crainte. Prolonger le séjour de Versailles ne serait-ce pas compromettre l'ordre et la paix ?

La révolution a fait son apparition lors du départ du gouvernement; elle ne sera plus qu'un souvenir dès que celui-ci reviendra reprendre son siège naturel. Versailles ne sera jamais, quoi qu'on fasse, qu'un lieu de campement. Tant que Paris restera suspect, aucun pouvoir établi ne sera fort et capable de ranimer la tranquillité et la confiance. Paris est pour l'exécutif ce que le trône est pour un roi, la tribune pour l'orateur. Le retour à la capitale sera le premier pas fait vers le rétablissement de l'ordre général.

La Patrie d'hier au soir annonçait que M. Jules Simon, cédant à la pression exercée sur lui par les membres de la commission d'enseignement, et en particulier par son président, M. Dupanloup, aurait pris le parti de retirer son projet de loi. Nous avons été aux renseignements. Notre confrère s'est laissé induire en erreur. Le gouvernement ne peut songer à battre en retraite avant d'avoir livré bataille en séance publique. Nous l'avons déjà dit : on s'exagère l'importance du vote qui a fait arriver M. Dupanloup à la présidence de la commission d'enseignement. Il est incontestable que cette nomination est dirigée contre la personne et les antécédents du ministre de l'instruction publique; mais rien ne prouve que la majorité de la commission soit absolument hostile au principe même de la loi. Surtout, rien n'indique que l'Assemblée soit disposée à suivre l'épiscopat dans la nouvelle et très peu patriotique campagne qu'il vient d'entreprendre contre le système de l'enseignement obligatoire.

L'agitation que le parti clérical cherche à faire naître autour de cette question, qui paraissent tranchée par l'exemple de l'Allemagne et le souvenir de nos récents désastres, ne peut qu'être utile à la cause que nous défendons. A ce titre, nous ne pouvons nous empêcher de congratuler à l'archevêque de Rouen, ainsi qu'à Nosseigneurs les évêques de Nevers, de Cambrai, de Bourges, d'Arras, d'Autun, de Vannes et d'Amiens, du renfort qu'ils nous apportent. Nous remercierons spécialement Mgr l'évêque de Beauvais de la lettre

particulièrement habile et politique qu'il vient d'adresser aux membres de l'Assemblée nationale. Après avoir constaté que le défaut d'instruction n'est pas un si grand mal que d'aucuns le pensent, Mgr de Beauvais demande que l'enseignement soit remis entre les mains de l'Eglise. De semblables déclarations sont une bonne fortune et nous serions ingrats si nous n'en témoignions à l'épiscopat toute notre reconnaissance.

Il nous souvient qu'en 1869, à propos d'une certaine pétition d'un nommé Giraud, l'épiscopat, sous la conduite des cardinaux sénateurs, entreprit une croisade analogue. Les mêmes prétentions se produisirent; la même agitation fut provoquée; on organisa, par les soins des curés, une vaste pétitionnement; tout cela n'aboutit qu'à la confusion des auteurs du mouvement.

L'intervention hautaine et passionnée du clergé dans la question d'enseignement obligatoire ne peut qu'avoir un bon résultat. Les assemblées françaises sont, en général, pleines de respect pour l'Eglise et pour ses hauts dignitaires; mais elles ont toujours su résister, même sous la Restauration, aux prétentions exagérées du clergé. Cette fois encore, espérons-le, toute la fougue de Mgr Dupanloup, que l'évêque de Liège ne craignait pas d'appeler, au moment du Concile, une pierre de scandale; toute son éloquence viendra échouer contre le bon sens et le patriotisme de nos représentants.

Au lendemain d'Iéna, la Prusse était réduite à un état d'abaissement où nous sommes loin d'atteindre. Elle avait vu son armée détruite, ses provinces conquises, son trésor confisqué, ses lois remplacées par la dictature du vainqueur. Dans cette situation désespérée, quelques hommes entreprirent de relever les courages abattus. Fichte fut un de ces hommes. Dans ses éloquentes improvisations il disait aux jeunes gens :

« Comprenez toute l'étendue de votre responsabilité. Aux vieillards : « Votre rôle est fini; hélas! vous avez été insuffisants : rappelez-vous et soyez modestes. » Aux hommes d'Etat : « Nous vous supplions de ne plus vous mêler de nos affaires. Vous avez donné votre mesure; d'après vos rapports officiels tout était magnifique, tenez-vous à l'écart! » Aux savants, aux penseurs qui avaient été désolés :

« Venez à nous, travaillez à l'œuvre commune ! » Et la Prusse se mettait à l'œuvre, et Humboldt fondait l'Université de Berlin, et l'on commençait du haut en bas, depuis l'Université jusqu'à la dernière école de village, d'enseigner la haine de la France. Et l'on préparait pour les éventualités de l'avenir cette forte génération, dura proles, sous les coups de laquelle nous avons succombé.

Que la Chambre médite ces paroles d'un philosophe; elle y trouvera une grande leçon de patriotisme et une règle de conduite.

ALBERT DURUY.

LETTRES DE VERSAILLES

11 janvier.

La séance est à peine ouverte que M. Jean Brunet apparaît à la tribune, l'air grave, inspire un volumineux manuscrit à la main. A ses premières paroles, l'Assemblée reste surprise, ne sait plus où elle en est; elle avait préparé son esprit à la discussion sur l'impôt et sur la finance : c'est une prière et un sermon tout à la fois; l'orateur ne lit pas, il prêche d'une voix solennelle et croyante, véritable prophète égaré dans notre société sceptique et réaliste.

« La France, s'écrie-t-il, l'épée du Christ, a roulé de corruption en corruption, de défaillance en défaillance; elle est devenue la proie des aventuriers et des jouisseurs. Protectrice des persécutés, champion du droit dans l'univers, elle a perdu pour elle la notion du droit et de la morale, elle s'est ouverte à toutes les bassesses et à toutes les lâchetés, elle n'a point su se protéger elle-même, elle est devenue le mépris des nations. Veut-elle périr, veut-elle finir comme Byzance, continuer à descendre cette pente rapide de la décadence et de la dissolution, au milieu des hontes et des vains plaisirs? Veut-elle, au contraire, se relever, redevenir un grand peuple, rayonner l'influence civilisatrice et religieuse qu'elle a si longtemps exercée? Elle doit repudier les erreurs qui l'ont perdue, chercher un principe de foi pour une vie nouvelle. Et ce principe, c'est celui qu'elle a si longtemps méconnu : elle n'a qu'à professer hautement la religion du Christ universel, à réformer ses mœurs à l'imitation de cet Évangile dont les principes sont devenus lettre morte pour elle. »

M. Brunet demande qu'un temple soit élevé à Paris pour marquer le commencement de cette ère nouvelle. Le lieu le mieux choisi lui paraît être la place du Roi-de-Rome. Le fronton du monument doit porter ces mots, qui furent le symbole de la régénération chrétienne, inscrits sur le *labarum* de Constantin : « Le Christ est vainqueur, règne et commande. »

L'Assemblée a repoussé l'urgence de la proposition de M. Jean Brunet. Un décret et un temple ne suffisent pas à ressusciter la religion chez un peuple qui la perd ou l'a perdue. Les prophètes et l'exaltation du député de la Seine ont paru à beaucoup le fait d'un rêveur humanitaire, dont la place serait plutôt dans un cabanon de Charenton que sur les bancs de l'Assemblée.

Elles me semblent, au contraire, par l'intention qu'elles cachent, les symptômes qu'elles incarnent, devoir appeler les méditations des observateurs et des philosophes. Vous m'excuserez, pour cette raison, d'insister aussi longuement sur un incident si peu important en apparence. Mais M. Jean Brunet appartient à la catégorie de ces monomanes dont la destinée, à toutes les époques, est de représenter vivement quelque plaie secrète, quelque besoin éternel et inassouvi de leurs contemporains. C'est un mystique qui n'est pas bien sûr de sa propre religion, mais qui en sent si profondément la nécessité qu'il en professe la vérité avec une ardeur et une infaillibilité rares chez les orthodoxes eux-mêmes. D'autres ont été, comme lui, avec une plus haute élévation de pensée, les victimes de cette incertitude du temps présent : les Buehez, les Bords-Dumoulin, les Huët. Si ces dogmes nous paraissent faits pour des sociétés antérieures et pour des temps meilleurs, si leurs visions sont chimériques, ne

(1) Extrait d'un travail sur l'instruction obligatoire, que M. Charles Robert vient de publier dans la *Revue universelle* du 21 décembre.

restons pas sourds à leur voix. C'est le cri de la vie qui signale l'écueil; elle nous propose la foi comme moyen de salut : conservons au moins la morale; allégeons le navire de la cargaison qui l'opprime et le met à la merci des vagues; jetons par dessus bord le plus que nous pourrions de nos égoïsmes, de nos faiblesses, de nos corruptions.

Depuis quatre-vingts ans, la religion du passé disparaît chaque jour de nos âmes sans qu'une religion nouvelle la remplace. Notre imagination, nos habitudes, nos cœurs nous ramèneraient aux symboles du catholicisme, si notre raison indépendante ne les repoussait comme des idoles vieilles; le gros des lumières est entraîné vaguement vers la religion naturelle, qui n'est qu'une étape sur le chemin de l'athéisme. Le protestantisme, qui nous a vaincus dans la personne du soldat prussien, est resté, depuis la Réforme, un livre fermé pour nous. Nous avons vécu six cents ans côte à côte sans nous laisser pénétrer par lui, sans le comprendre nous-mêmes. Émerveillés, à bout de spéculations stériles, sans jeunesse et sans foi pour les réaliser, — car il faut être croyant, même pour faire un schisme, — nous flottons entre des négations contraires, glorieux d'une misère qui est plus encore celle du cœur que celle de l'esprit.

Il semble cependant, si l'histoire a quelque pouvoir de parler à l'intelligence de l'homme, que l'expérience de la religion philosophique doive être faite et suffisamment faite dans notre malheureux pays. Le dix-huitième siècle nous a légué l'autel de la déesse Raison; on sait ce qu'enfanta son culte, et quels flots de sang furent jugés nécessaires pour le rendre pur. Au fond, c'était une conséquence inévitable de la critique universelle chez un peuple qui joint un grand instinct religieux à une absence non moins grande d'esprit philosophique. Tant il mieux attendre de la doctrine des Littré et des Büchner, si sincères qu'ils soient d'ailleurs dans leur science ? (Les prophètes le sont toujours.) Je crains que M. Brunet, en dépit de ces hallucinations, ne soit ici dans le vrai, et qu'il n'y ait qu'une seule voie pour reconquérir l'énergie virile et la solidité mentale nécessaires au relèvement d'un peuple. Ce n'est point une élite, quelques demi-savants réunis autour d'un savant complet, mais la masse même de ce peuple qui crée ou régénère une religion; et c'est l'état de la conscience populaire, ses besoins, ses lumières qu'il faut consulter avant tout pour savoir si une telle religion est praticable.

J'aurais dû vous parler un peu moins de choses idéales, un peu plus de réalité, et vous analyser le discours complet, lumineux et fort autorisé, que a prononcé M. Desseigny contre l'impôt proposé par le gouvernement sur les matières premières. Il ne se pose ni en libre-échangiste, ni en protectionniste intransigeant, mais en patriote et en homme pratique. Rappelant la longue et fondamentale enquête entreprise par une commission de l'ancien corps législatif, à la veille même de la guerre, il constate que ses membres en étaient arrivés à avoir aucune opinion préconçue et à ne rechercher que les moyens immédiats pratiques, sans souci des systèmes. Il espère que la discussion qui commence aura le même résultat, et c'est sur cet excellent terrain qu'il place l'argumentation la plus péremptoire en faveur de la liberté du commerce et de notre exportation, directement menacée par les mesures fiscales préconisées par M. Pouyer-Quertier.

Après avoir justifié le traité de 1860 dans ses conséquences, en démontrant que les événements extérieurs, la fermeture du marché américain, les menaces de guerre l'ont seuls empêché de produire les heureux résultats qu'il devait logiquement entraîner, il prouve que l'exportation est devenue aujourd'hui une nécessité première du commerce français.

L'honorable M. Clapier qui succède à M. Desseigny, tout en défendant une cause fort juste, le respect des traités, semble vouloir prouver à l'Assemblée qu'il n'a jamais compris le précepte du poète :

Qui ne sait se borner ne sut jamais écrire.

On lit dans le *Daily-News* :

M. George Richardson, négociant en vins et en spiritueux à Salisbury, a été condamné hier à une amende de 100 liv. par le maire et une cour complète de magistrats, pour refus par lui fait d'accepter l'investiture des fonctions de maire, place à laquelle il avait été élu en novembre dernier. La légalité de cette condamnation et du jugement qui a été donné est contestée, et l'affaire en appel sera soumise à la cour du banc de la Reine.

Pourquoi ne fait-on pas de même en France, où se manifeste une si déplorable tendance à se désintéresser complètement de la chose publique.

REVUE DES JOURNAUX

Le *Temps* fait un tableau fidèle des perplexités de la commission chargée de présenter à la Chambre un rapport sur la loi de M. Jules Simon, et de prendre ainsi l'initiative des débats.

Elle a reçu le mandat de combattre l'obligation; presque tous les membres qui en font partie l'ont combattue dans leurs bureaux, mais ils sentent maintenant ce que ce mandat a d'excessif, ils n'ont l'intention d'aller au pied de la lettre.

Ils l'ont d'ailleurs moins que leur rapport à l'Assemblée ne saurait être purement négatif; ils ne peuvent contenir de ces phrases ambiguës et poudrées qui ont défrayé jusqu'ici l'opposition à la loi. S'ils écartent le projet du gouvernement, il faut qu'ils le remplacent par un autre; s'ils ne veulent pas de l'obligation, il faut qu'ils mettent quelque chose à la place.

Mais l'obligation, c'est le fond même du projet, de sorte que les commissions vont être obligées de chercher à atténuer la loi au lieu de la combattre de chercher à en neutraliser les effets au lieu d'en attaquer le principe.

Selon toute apparence, ils en respecteront les principaux traits, et se contenteront de la clériciser.

Nous ajouterons : il est bien probable que, si le parti ultra-catholique arrivait à faire remettre l'enseignement entre les mains de l'Eglise, il changerait complètement de manière de voir sur la question de l'obligation de l'instruction primaire, et qu'on le verrait dextrement retourner le mot déjà fameux de l'évêque de Beauvais : « Le défaut d'instruction n'est pas, pour la France, le péril le plus redoutable. »

La France, après avoir rendu justice aux qualités extérieures du rapport de M. Buisson sur la proposition du retour à Paris du gouvernement et de l'Assemblée, à sa précision, à sa clarté, à sa modération, discute le fond même de son argumentation et lui adresse une très judicieuse critique :

Quant à la conclusion, si M. Buisson veut bien se relire et placer d'un côté les arguments pour et de l'autre, les arguments contre, il s'apercevra que les premiers sont de ceux qui passent, parce qu'ils tirent toute leur valeur de circonstances exceptionnelles, et que les autres sont de ceux qui

restent, parce qu'ils s'appuient sur la nature des choses, sur la force des traditions et sur la permanence des intérêts.

Il aura beau essayer de se convaincre lui-même, quand il aura bien discuté, bien raisonné, quand il aura savamment parlé de cette transformation nécessaire que les événements nous imposent, pour lui comme pour tout le monde, Paris restera ce qu'il est, la capitale de la France, un centre d'influence et d'action, en dehors duquel la société française ne se redresserait pas sur ses bases historiques et normales.

La conclusion de ce qui précède est, facile à tirer. Il y a plusieurs mois que les circonstances exceptionnelles qui, seules, ont pu justifier l'abandon momentané de capitale n'existent plus. L'Assemblée, au moment même où elle siège à Versailles, est maintenant à Paris, et le droit indéniable de Paris et les intérêts de toute la France.

En reproduisant, il y a quelques jours, la nouvelle de la suppression du Comité de propagande républicaine et des « sous-comités cantonaux » qui s'étaient formés, en permanence, à Bordeaux et dans le département de la Gironde, nous déplorions, au point de vue général du respect de la liberté absolue de contrôle et de discussion, l'existence de la loi qui autorise et ordonne même de pareilles mesures.

Le *Siccle* nous fait, ce matin, la plus séduisante peinture des services que rendaient les comités de la Gironde.

Aux républicains de la veille, ils ajoutaient chaque jour des républicains du lendemain. Leur œuvre principale était la propagande. Ils cherchaient à effacer la distinction entre les électeurs des villes et ceux des campagnes. Ils allaient partout aux « ruraux » ce qu'ils croyaient la bonne nouvelle. Ils essayaient de diminuer l'ignorance politique des paysans, de faire bien comprendre à tous et des principes de l'économie politique et ceux du gouvernement; ils leur disaient qu'il avait précipité la France dans l'abîme de maux où elle est tombée; ils leur faisaient comprendre que nous n'avons pas assez de monarchies, et que seule la République peut assurer à la patrie le calme dont elle a tant besoin, et procurer aux désirs de la société actuelle une organisation sociale plus équitable. Ils étaient écoutés, leur influence allait chaque jour croissant. Avant peu d'années, si on les eût laissés faire, la Gironde tout entière eût été républicaine, les campagnes eussent peut-être voté comme les villes. La République eût pénétré dans les esprits et dans les mœurs. La Gironde, aux prochaines élections, n'eût envoyé que des députés républicains.

Cela, sûrement, ne fait que nous confirmer dans l'avis que nous nous inspire la loi dont s'est servi M. Ferdinand Duval, mais ne nous dispose nullement à nous associer aux reproches violents que le *Siccle* adresse à ce dernier. L'honorable préfet de la Gironde a fait son devoir en appliquant la loi, comme le *Siccle*, et nous faisons le nôtre en demandant l'abrogation de cette loi.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

On sait combien a été vive la lutte électorale dans le département du Nord. Les candidats se suivaient de si près que, jusqu'à l'arrivée à la préfecture de Lille des derniers procès-verbaux des votes militaires, la majorité se déplaçait presque d'heure en heure.

Au moment où nous écrivons, le résultat du recensement officiel ne nous est pas encore parvenu; et s'il fallait en croire certains journaux du département, les chiffres des voix acquises à MM. Dupont et Derogneau-court, candidats élus quant à présent, pourraient bien éprouver une dernière modification, par suite de la rectification des premiers calculs.

Quoi qu'il en soit, les chiffres se suivent toujours d'assez près pour rendre fort délicat l'examen des procès-verbaux et des protestations qui accompagneront ceux-ci, lorsque le dossier de la double élection du Nord sera soumis à l'examen d'une commission de l'Assemblée.

Parmi ces protestations, il en est une que nous trouvons, sous forme de lettre à M. Casimir Périer, dans le *Progress du Nord*, journal tout dévoué aux candidatures républicaines de MM. Derogneau-court et Soins.

Tout en laissant au *Progress du Nord* l'entière responsabilité de ses allégations, nous croyons devoir reproduire, à titre de renseignement, le principal fait argué par la feuille lilloise.

Il s'agit de l'action électorale qu'aurait abusivement exercée sur ses ouvriers M. de Marsilly, directeur des mines d'Anzin :

Aujourd'hui encore, dit le *Progress du Nord* M. Casimir Périer, malgré vous et en dépit de vos circulaires, M. de Marsilly a voulu avoir ses candidats officiels; et, ce qui est plus grave, présentant MM. Dupont et Bergeron comme ses propres candidats, comme les amis du président de la République, qui lui aussi, est l'un des gros bonnets de la Compagnie d'Anzin, il a exercé sur tout son personnel, en faveur de ses deux protégés, la pression la plus violente et, il faut dire le mot, la plus scandaleuse.

Ce serait peu si l'on s'était borné à des distributions de bulletins des candidats monarchiques, à l'apposition de leurs affiches jusqu'au fond des fosses de la Compagnie, aux visites faites de porte en porte par des agents pressurés à porter la parole du maître à une multitude d'ouvriers condamnés à l'obéissance passive. Tout cela n'a pas suffi à M. de Marsilly, et il a, jusqu'au dernier moment, veillé à ce que ses ordres fussent exécutés. C'est ainsi qu'on a vu, à Saint-Vaast-lez-Haut, les groupes de mineurs enrégimentés comme une légion de soldats et venant voter, avec des bulletins préparés à l'avance, sous la surveillance de leurs porions.

Et tous ces abus d'influence, monsieur le ministre, étaient commis en votre nom et au nom de M. le président de la République, par l'agent principal de votre Compagnie.

Les plus ardents de tous les organes de la presse cléricale française, la *Décentralisation*, de Lyon, poursuit une charge à fond contre le projet de loi de M. Jules Simon sur l'instruction publique, et, par suite, contre l'Université.

Outre les articles fulminants qu'elle publie à cette occasion, la *Décentralisation* invite tous ses amis religieux et politiques à venir signer dans ses bureaux une pétition contre le projet de loi du ministre de l'instruction publique.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

LA CRISE DES TRANSPORTS

La commission compétente, par l'organe de M. de Clercq, a déposé son rapport sur les mesures à prendre pour diminuer les souffrances causées par la crise actuelle des transports par chemins de fer.

La commission formule les vœux suivants : 1° Accélération du service de la diligence et de l'octroi à Paris et dans les principales villes, soit par la simplification des formalités, soit par l'augmentation du personnel, soit par la prolongation des heures de travail, soit par la multiplication des portes de sortie, soit par tout autre moyen qui sera concerté entre les Compagnies et les autorités compétentes.

2° Mise à la disposition des Compagnies par M. le ministre de la guerre, de chevaux, voitures et soldats, principalement du génie, de l'artillerie

et du train, pour aider à la manutention et au camionnage des marchandises.

3° Élévation, par M. le ministre des travaux publics, jusqu'à la fin de la crise, des droits de magasinage, surtout de stationnement;

4° Réduction de 48 heures à la journée du lendemain de la mise à la poste de l'avis du délai accordé pour le déchargement des marchandises et leur enlèvement;

5° Obligation pour les Compagnies d'enlever d'office et de camionner les marchandises adressées en gare, qui, après le délai déterminé par le ministre, et, malgré l'élévation des droits de magasinage et de stationnement, ne seraient pas enlevées par les destinataires. Les Compagnies seraient autorisées à déposer ces marchandises, soit dans les entrepôts publics existants, soit dans les magasins et entrepôts à créer, soit même sur des terrains disponibles, aux risques des destinataires mis en demeure;

6° Mise à la disposition des Compagnies par les villes où cela est nécessaire et à Paris spécialement, des bâtiments et magasins disponibles, tels que, par exemple, pour Paris, les magasins du quai de Bercy, etc.

En ce qui concerne les arrêtés ministériels et le régime légal qui doivent remplacer, la commission est d'avis qu'il y a lieu de ne pas prolonger l'effet des arrêtés des 11 avril et 10 octobre; ce dernier qui ne rétablissait les délais de la petite vitesse que pour les marchandises payant les tarifs les plus élevés et classées dans la première et deuxième catégorie, a pris fin le 1^{er} janvier et ne peut être maintenu, car il n'adonne une satisfaction suffisante ni aux Compagnies ni au public.

Quant au premier, qui suspendait tout délai, la commission ne croit pas qu'il soit possible de le remettre en vigueur.

Ce qui est indispensable pour les commerçants, les industriels et les agriculteurs, c'est qu'un délai maximum pour les livraisons soit déterminé.

En conséquence, elle émet le vœu qu'à partir du 1^{er} janvier des délais soient établis, délais qui pourraient être portés au double de ceux déterminés par l'arrêté ministériel du 12 juin 1860.

La commission croit également qu'il serait bon de fixer le moment où les Compagnies devraient enfin rentrer dans le droit commun. Elle pense que les Compagnies, en y mettant toute l'activité désirable, pourraient en deux mois écoulés leur arriéré, surtout si l'on tient compte de l'augmentation successive de leur matériel indiqué par le tableau annexé.

Elle émet donc l'avis que la date du 1^{er} mars pourrait être fixée pour le rétablissement des délais anciens.

Elle exprime encore le désir que la fermeture des gares, lorsque cette regrettable mesure ne peut être évitée, soit portée à la connaissance du public en temps utile par tous les moyens de publicité.

Préfecture de la Seine.

Avis.

Un grand nombre de personnes adressent journellement à M. le préfet de la Seine des demandes d'emploi.

Aucune solution utile ne peut être donnée à des demandes de ce genre. Par suite des réductions opérées dans le personnel de la préfecture, il n'existe de place vacante dans aucun service, et si des vacances venaient à se produire, l'administration croirait devoir les réserver aux employés qu'elle s'est vus dans la nécessité de congédier avant qu'ils n'eussent des droits acquis à une pension de retraite.

NOS INFORMATIONS

LES AFFICHES

Tous les bureaux de bienfaisance de Paris font appel par voie d'affiches à la charité publique.

Sont également affichées les listes des membres de la commission d'hygiène pour chaque arrondissement pendant l'année 1872.

LES CONTUMAX

Nos lecteurs se souviennent que nous avons les premiers donné la nouvelle de la prochaine ouverture du procès des contumax. Nous avons également aujourd'hui la première de la nouvelle suivante. La liste complète des contumax sera, le quinze courant, affichée dans les départements de la Seine et de Seine-et-Oise, et un délai de dix jours leur sera accordé pour se présenter. La liste comprendra vingt-cinq noms environ, et nous pouvons affirmer que le nom de Raoul Rigault n'y figurera pas, non plus que celui de Desseigne, quoi qu'en aient dit plusieurs de nos confrères.

NÉCROLOGIE

Nous avons plusieurs décès à enregistrer aujourd'hui. D'abord celui de M. le comte de Rohan-Chabot, mort avant-hier dans une propriété qu'il possédait près de Poitiers, à l'âge de soixante ans. M. de Rohan-Chabot était le chef d'une des plus nobles familles de la noblesse française.

On annonce également la mort de M. Gillet, le célèbre fabricant des plumes en fer. M. Gillet possédait en Angleterre d'immenses usines, et la fortune qu'il s'est faite est évaluée à quatre millions de livres sterling environ. M. Gillet occupait plus de sept cents ouvriers auxquels il laisse de très grands regrets.

Hier soir est mort le caissier du Vanneville, M. de Guillemet. Il était âgé de cinquante ans. Il était allé seulement depuis le 2 janvier à une phthisie galopante l'enlevé en quelques jours. M. de Guillemet, qui appartenait à une très honorable famille, et qui laisse une certaine aisance à sa veuve et à ses enfants, avait successivement rempli les fonctions de caissier aux théâtres de la Porte-Saint-Martin et du Châtelet, et s'était partout attiré les sympathies générales. Ses obsèques auront lieu demain samedi.

Mme DE PERSIGNY

C'est à tort que plusieurs de nos confrères ont dit que la duchesse de Persigny était à Nice, auprès de son mari. Avant-hier encore la duchesse était au Caire, avec ses enfants. Elle a dû quitter cette ville hier, une dépêche lui ayant été envoyée pour lui annoncer l'état désespéré de son mari.

LES SÉRIES PRIVILÉGIÉES

La spéculation s'est, depuis hier soir, emparée des séries privilégiées des obligations de l'emprunt 1871, sorties au dernier tirage, et qui doivent seules concourir au tirage définitif du 20 janvier prochain. Au commencement de la soirée on en demandait à 2,500 fr., et les offres étant excessivement rares, le cours n'a pas tardé à s'élever jusqu'à 3,500 fr., pour clore à 4,000 fr. Pour expliquer cette hausse extravagante, il suffira de se rappeler que 1,160 obligations auront à se partager 88 lots, dont un de 100,000 francs et deux de 50,000 francs.

ACCIDENT DE CHEMIN DE FER

Un bien douloureux accident est arrivé dans la journée d'aujourd'hui, à la station d'Asnières, sur le chemin de fer de l'Ouest. A onze heures et demie, cinq cantonniers

travaillaient sur la voie, près d'Asnières, au moment où se dirigeait sur Paris un train venant de Saint-Germain et un train venant de Versailles. Les cinq ouvriers, occupés à réparer des rails, sur un point où se croisent les lignes de Versailles et de Saint-Germain, voulurent éviter l'un des deux trains; mais la fumée des locomotives, que le vent leur envoyait dans le visage, leur cacha la véritable route suivie par l'autre train devant lequel ils allèrent se placer sans en apercevoir.

La machine du train venant de Saint-Germain les heurta et renversa trois des malheureux cantonniers, qui furent entraînés sous les roues. Tous les wagons passèrent sur leur corps, et quand on accourut pour les relever, on ne trouva que trois cadavres affreusement mutilés. Les deux autres cantonniers avaient pu se jeter de côté assez à temps pour éviter le choc de la locomotive.

L'EMPEREUR DU BRÉSIL

L'empereur du Brésil, qui veut tout voir et tout étudier, avait fait demander par le général Morin à M. Thiers l'autorisation de visiter en détail Cherbourg, Brest et le Havre. M. Thiers s'est empressé de déférer à son désir; et, avant-hier matin, par le train de huit heures 55 minutes, Sa Majesté brésilienne partait pour Cherbourg avec M. Luna et un amiral français, dont nous regrettons de ne pas savoir le nom. Dom Pedro doit descendre à Cherbourg à l'hôtel de l'Univers, où un service spécial a été organisé par les soins de M. le directeur du Grand-Hôtel, et doit ensuite partir pour le Havre, où il descendra à l'hôtel de l'Europe. Il doit être de retour à Paris samedi prochain, et l'on nous donne comme à peu près certaine, pour dimanche ou lundi, la réception officielle de M. Thiers et des ministres.

UN TRIPOT CLANDESTIN

Nous avons déjà eu occasion de signaler, il y a quelques temps l'arrestation d'un sieur Ey..., ancien capitaine d'état-major de la Commune, qui tenait, rue

précisé par tout l'auditoire. L'abbé Salutaris a été chanté par M. Caron et M. Thibaut avec beaucoup d'âme.

M. Guibert a prononcé un discours dans lequel, bien que l'endroit y prêtât, il s'est abstenu de toute considération en dehors de son sacerdoce. On s'attendait à écouter encore un réquisitoire contre M. Litré; on n'a entendu que les paroles d'un prêtre. Les livres pensent mettre cela sur le compte du peu d'éloquence de monseigneur.

A quatre heures, la cérémonie était terminée.

UNE APPLICATION DE LA LOI GRAMMONT

Saignez vos volailles, c'est très bien, dit-ait hier un gardien de la paix à Jacques Balin, un marchand qui se livrait à une véritable Saint-Barthélemy de poules, canards et dindons; mais vous n'avez pas le droit de les plumer avant que ces pauvres bêtes ne soient complètement mortes.

Et comme le terrible exécutant, haussant les épaules, venait d'arracher l'aile à un canard vivant, le sentimentalement ardent conduisit au poste des halles en lui racontant en chemin certain paragraphe de la loi Grammont.

L'ABATTOIR DES CHEVAUX

L'abattoir des chevaux qui devront alimenter les vingt boucheries en voie d'établissement, sera centralisé dans un même bâtiment, situé à Levallois-Cligny; les plans et devis ont été arrêtés hier par la Société de l'Hippophagie. Jusqu'ici, chaque boucher tuait lui-même, et le contrôle devenait difficile au point de vue de l'âge et de la qualité des chevaux abattus; maintenant des voitures tapissées fermées feront le service des boucheries dont les étaux seront quotidiennement approvisionnés de viande fraîche.

Pour abattre le cheval, on emploie à peu près le même procédé que pour assommer les bestiaux; l'animal n'a cependant pas besoin d'être attaché aux quatre membres et par la tête comme le bœuf; car, bœuf par nature, il ne se doute pas du sort qu'on lui réserve et n'est jamais pris, au moment de la mort, des folles terreur des bêtes à cornes. Un seul coup de marteau sur le cerveau l'étend absolument insensible et la saignée s'écoule sans aucun tressaillement. Le quadrupède déposé, on procède au découpage des morceaux qui sont immédiatement classés par catégories, pour être envoyés l'animal entier dans les boucheries ou la viande noble animal étalé ferait naître chez le client un sentiment de pitié préjudiciable à la consommation.

HORRIBLE SUICIDE

Hier, à quatre heures et demie du soir, le sieur P..., Charles-Victor, âgé de 36 ans, ex-agent des postes, demeurant à Paris, rue Moreau, 8, s'est donné la mort en se précipitant par une fenêtre du troisième étage sur le sol de la cour de la maison qu'il habitait. Il est tombé la tête première sur une dalle en pierre, et s'est horriblement fracturé le crâne. Sa mort a été instantanée. M. le docteur Blondet, qui se trouvait sur les lieux, a constaté que ce malheureux avait d'abord essayé d'un autre genre de mort, et s'était frappé de trois coups de couteau : l'un dans la région du cœur, l'autre à la poitrine et le troisième à la gorge.

On ne sait à quelle cause attribuer ce suicide. Le défunt n'était pas connu dans la maison, où il venait de s'installer depuis quelques jours à peine.

M. Sagnet, commissaire de police du quartier, immédiatement averti, s'est rendu sur les lieux, et, après avoir procédé aux constatations d'usage, a fait transporter à la morgue les restes de ce malheureux.

ACCIDENT SUR LA SEINE

La Seine offre en ce moment un très curieux spectacle. Elle est littéralement couverte, dans le petit bras de la Cité au moins, d'un véritable plancher de bois. Une manœuvre faite cette nuit au barrage de Suresnes, sans que l'on eût prévu la marée, a occasionné une baisse d'eau si rapide que les nombreux bateaux qui stationnaient sur les bords de la Seine n'ont pas eu le temps de prendre la large, et plusieurs d'entre eux ont immédiatement coulé bas. Le gros marmois chargé de bois qui se trouvait en aval de la passerelle de Constantine a été couché sur le côté, et toute sa cargaison de bois, emportée par le courant, couvrait la Seine toute entière. Il est curieux de voir, en amont du pont de l'Institut et dans le barrage de la Monnaie, une quantité de petits bateaux se livrer à la pêche du bois, dont ils laissent cependant échapper la plus grande partie.

LES RUES DU PARC DE MONTMOURIS

Les habitants des quartiers avoisinant le parc de Montmoris avaient déjà, à plusieurs reprises, adressé à qui de droit des réclamations au sujet du mauvais état dans lequel se trouvaient leurs rues. Nos informations, puisées à bonne source, nous donnent le droit d'annoncer que l'administration, reconnaissant la justesse de ces réclamations, a résolu d'en tenir compte et est décidée à employer tous les moyens pour rendre ces chemins praticables.

LA COMPAGNIE DU GAZ

A l'entrée de l'hiver, la compagnie du gaz avait autorisé provisoirement l'emploi des compteurs à trois becs, par suite de la grande rareté des appareils réglementaires qui sont à cinq becs. Un grand nombre de boutiquiers avaient profité de cette autorisation; mais la compagnie vient de décider qu'à la fin du mois de mars, elle se retirera et que les appareils légaux devront remplacer tous les compteurs à trois becs.

Hier vendredi à eu lieu, à l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, le service mortuaire de M. Charles Dupont (de l'Eure), membre de l'Assemblée nationale, fondateur et professeur de l'Ecole spéciale d'architecture, ancien officier du génie, chevalier de la Légion d'honneur.

Le corps a été transporté au Neubourg (Eure) pour être inhumé dans le caveau de la famille.

Arrivée du général La Cécilia à New-York

Le général La Cécilia est arrivé à New-York dans l'après-midi du 27 décembre, à bord du steamer Europa, venant de Glasgow. Il était accompagné de sa femme.

M. James Daily, Irlandais élevé en France, M. Jacques Cartier et M. Bernard Gaultois, étaient les seuls personnages qui eussent eu connaissance de l'arrivée du général communiste. Dans une courte lettre écrite à M. Bernard Gaultois, La Cécilia avait exprimé le désir de vivre incognito à New-York, excepté pour ses amis, dont les noms sont donnés dans la lettre que notre reporter a été autorisé

à traduire en Anglais, par permission spéciale de M. Gaultois.

La lettre de La Cécilia est ainsi conçue :

Southampton, le 12 décembre 1871.

Mon cher frère,
J'arrive en Angleterre, ayant quitté Naples le 2 du courant, en compagnie de ma femme. Mon désir le plus ardent est que vous m'informiez au moins de mes amis de ma présente intention de me rendre aux Etats-Unis le plus tôt qu'il sera possible. Mes sentiments politiques et religieux sont tellement identifiés avec New-York, qu'il serait imprudent, ainsi que me le mande Cluseret, pour tous ceux qui ont joué un rôle sous la Commune de Paris, que le fait de leur arrivée fut connu dans cette ville. Toutefois, annoncez-moi à Daily et à Jacques Cartier, qui, de concert avec vous, aviseront à ce qu'un mon désir soit accompli de rester inconnu à New-York. Je vous envoie par la poste un petit livre, le plus intéressant dont je sois sûr, et dont j'ai souffert pendant tout le mois dernier.

Au revoir.
H.-R. LA CECILIA.
A M. B. Gaultois, New-York, M. C.

ECHOS MILITAIRES

Nous avons déjà critiqué bien des fois le système des corps d'armée permanents, tels que les comprend M. Thiers, et prouvé que cette juxtaposition de régiments et de divisions, auxquels on adjoint quelques éléments de services administratifs, ne donne qu'une idée exagérée et bien incomplète de l'organisation exigée pour la mise sur le pied de guerre d'une armée destinée à entrer en opération.

Une circulaire du ministre de la guerre, en date du 23 décembre dernier, vient encore d'enlever aux différents corps de l'armée de Versailles une partie du personnel de l'intendance qui leur était affecté.

L'intendant général et les intendants de corps d'armée cessent leurs fonctions et sont mis en disponibilité. (Ils attendront toutefois leur lettre de service.)

Le service des corps de troupe est rattaché aux attributions de l'intendance territoriale.

Une circulaire ministérielle fixe au 1^{er} juin 1872 l'ouverture des concours pour l'admission des candidats à l'école de Saint-Cyr. Les conditions d'examen et les épreuves à subir sont, à peu de choses près, les mêmes que celles des années précédentes. Il est seulement à supposer que les quarante-cinq vont introduire de notables modifications dans cette partie si importante de notre organisation militaire.

On parle toujours, au sein de la commission, de la suppression de l'école polytechnique comme pépinière des officiers du génie et d'artillerie.

L'école de Saint-Cyr fournirait à toutes les armes; et naturellement les conditions d'admission, et les cours professés à l'école spéciale militaire seraient appropriés à la destination future des élèves, qui seraient alors divisés en trois sections : infanterie, cavalerie, artillerie et génie.

On parle encore, mais vaguement, il est vrai, de modifications dans le personnel et la composition des fonctionnaires de l'intendance, dont les attributions seraient restreintes et surtout simplifiées.

MM. les intendants généraux inspecteurs auraient fait leur temps.

Une instruction récente du ministre de la guerre renouvelle aux chefs de corps l'autorisation de mettre à la disposition des propriétaires de terrains sur lesquels le génie avait fait élever des travaux de défense pendant le siège, un certain nombre de militaires pour les niveler.

Les hommes de corvée commandés pour la circonstance doivent percevoir une allocation de 5 centimes par heure de travail. Les sous-officiers surveillants reçoivent 8 centimes par heure.

HOMMES ET CHOSES

M. Ernest Picard n'est ni poète ni prophète; mais il a, pour ce qui le concerne, le don de seconde vue.

C'est, du reste, assez naturel; car à force de se repérer sur soi-même, et de calculer toutes ses chances de fortune, on finit bien par apercevoir les mauvais côtés de sa situation. Il serait assez difficile à M. Picard de se repérer sur lui-même, le caoutchouc ne constituant pas son essence; mais il a acquis la certitude que jamais, au grand jamais, il ne sera réélu député, ni à Paris ni ailleurs.

Alors, que fait ce gros homme ingénieux et malin, afin de conjurer le mauvais sort qui, irrévocablement, le rejeterait au néant? Il réinvente une petite proposition tout à fait inoffensive, mais qui trahit bien des angoisses.

D'abord le renouvellement de l'Assemblée nationale. Il est convenu que l'Assemblée bleue ne peut supporter la pensée de se séparer et de s'exposer à nouveau aux caprices du suffrage universel. Ce n'est pas d'aujourd'hui que MM. les députés tiennent à leurs sièges. En 1830, ceux qui avaient renversé Charles X et proclamé Louis-Philippe ne pouvaient pas se décider à se représenter devant le pays. Béranger nous apprend qu'on

«... Voir, pour se grandir,
La Chambre vanter la Chambre;
La Chambre applaudir.
A se prouver qu'elle est bonne
Elle a réussi...»

Mais comme le hasard, lui aussi, a des caprices terribles, il peut arriver que le don de M. Picard soit parmi ceux du premier tiers sortant. Que devenir alors? Voyez-vous ce malheureux homme politique, bien qu'il soit de la force de Rochefort, ne pouvant plus assister aux séances de l'Assemblée que du haut de la tribune des Anciens députés.

C'est alors que son génie éclate. Il relève l'idée de la création d'une seconde chambre, dite chambre haute ou sénat, à qui serait nommée par les conseils généraux.

Ces derniers mots recèlent le venin. Il faut faire la part du feu. Il est évident que l'Assemblée, si elle adoptait la proposition, voudrait que le chef du pouvoir fut investi du droit de nommer les nouveaux sénateurs. Et de cette façon M. Picard le serait. Sinon, non.

Les diplomates ont beau faire, il y a toujours un valet de chambre maladroît, qui fourne dans les malles de voyage un peloton de fil d'une entière blancheur.

Hier, il y a eu dans Paris des grincements de dents auxquels, je l'avoue, j'ai été fort insensible : les cigares de 30 centimes ont été portés à sept sous !
Mon Dieu ! quelque fumeur endurci qu'on

soit, on ne peut s'empêcher de se dire que le gouvernement aurait aussi bien pu le faire payer dix sous. Du moment qu'on a le moyen de réduire sept sous en cendres en une demi-heure, ce qui constitue un des plus grands luxes de la vie civilisée, on peut aussi bien se résigner à exécuter cette destruction pour trois de plus.

On ne se restreindra point pour cela, au contraire. Seulement, puisqu'il entre dans la consommation des cigares une bonne somme de vanité, l'administration des tabacs aurait dû trouver le moyen d'inscrire ses prix sur les petits morceaux de poison qu'elle débite. La vanité serait plus satisfaite et le fisc plus content.

Quand on songe que l'Ecole polytechnique complète les études les plus transcendantes, en mathématiques et autres sciences fort abstraites, pour former des fonctionnaires aptes à diriger, de très haut, une fabrication qu'un ouvrier sait sur le bout du doigt après quelques mois d'exercice, c'est à renverser toutes les notions qu'on se fait de la science.

Elle devient elle-même un luxe, cette pauvre science, et je comprends qu'on exige un impôt de dix centimes de ces hauts fonctionnaires des tabacs chaque fois qu'ils émarquent leurs gros traitements.

Ne nous étonnons pas de l'infériorité de nos officiers du génie et de l'artillerie sur les officiers prussiens, puisque la crème des élèves de l'Ecole est destinée aux tabacs.

O fisco, monstre dévorant, que d'intelligences te sont sacrifiées !

Le jury de la presse, c'est-à-dire la réunion d'hommes auxquels va incombant la mission de juger les délits de plume, est assez difficile à former. Comment doit-il être composé? Grosse question, et qui diviserait toujours les esprits, non-seulement parmi les hommes politiques, mais parmi les publicistes.

Un membre de l'Assemblée, qui me paraît assez pratique, proposait hier, dans un coin de la salle des Pas-Perdus, un jury qui réaliserait très congruement le problème cherché. C'est, du moins, le point de départ d'une proposition, sinon la solution.

Il y aurait, d'abord, le président et ses deux assesseurs, chargés d'appliquer la loi, comme à la cour d'assises; et, pour former le jury, on appellerait, par la voie du sort, et sur des listes nombreuses, arrêtées d'avance : deux académiciens, deux membres de la société des gens de lettres, deux médecins, deux avocats, deux journalistes, un notaire, un avocat, tous âgés de plus de quarante ans, tous connaissant la valeur des mots, tous aptes à apprécier un article de polémique ou de critique.

Il est clair qu'un jury ordinaire, pris dans toutes les classes de la société, n'offrirait pas les mêmes garanties d'impartialité et de connaissance. Un honnête charpentier peut, sans échouer, devenir assassin ou voleur, et pourra toujours se mettre, par la pensée, à la place de l'accusé; mais s'il manque de lettres, le débat bien de dire si Proudhon ou M. Veuillot ont dépassé, dans leurs articles, les bornes de ce qui est permis.

Il y a là un germe, assurément; et quand le journalisme français aura constitué un syndicat, ayant les pouvoirs disciplinaires du conseil de l'ordre des avocats, selon le vœu si libéralement exprimé par notre maître éminent, M. Emile de Girardin, la moitié de la question sera résolue.

La profession de journaliste a des écueils nombreux, récifs de côtes inexplorées; il se rait temps, en effet, de songer à organiser en corporation sérieuse une classe de citoyens qui se compte par centaines.

Nous ne sommes plus à ces époques où les marchés les plus honnêtes s'opéraient entre deux portes, au grand scandale des écrivains qui se respectent. Balzac en a dépeint les derniers représentants dans son œuvre, bravi effrontés, faisant métier et marchandise de leur plume souillée. La race en a heureusement disparu.

A un comu, sous la Restauration, notamment, des journalistes qui se faisaient habiller, nourrir, meubler, eux, leurs femmes et leurs enfants sans déboursier un centime. Tout ce qu'on peut imaginer des nécessités de la vie, ils se le faisaient fournir pour rien, en échange de réclames déguisées.

J'ai connu le directeur d'une feuille artistique, bête à manger du foin, et dont les années feraient un volume, qui ne vivait pas autrement; seulement il ne voulait pas que ses rédacteurs pussent avoir mêmes sources. Il était, sur ce point, d'une jalousie féroce.

Un jour, un des collaborateurs du journal avait écrit une sorte d'éloge de M. de Sartines, lieutenant de police, mais de manière à ne point poser l'époque assez suffisamment pour des ignorants.

Allois, bon, dit le directeur, qu'est-ce qu'il a à demander à ce Sartines ?

CHRYSALE.

Une seconde réunion générale autorisée des ouvriers bijoutiers aura lieu, dimanche prochain 14 janvier, à deux heures précises, salle Monté, place de la Corderie-du-Temple, n° 6.

But de la réunion : Discussion d'un projet de statut pour la formation d'une chambre syndicale des ouvriers bijoutiers-joailliers de Paris.

Tous les ateliers de bijouterie sont invités à s'y faire représenter.

CORRESPONDANCE

Nous recevons la lettre suivante :

Paris, le 11 janvier 1872.

Monsieur le rédacteur,
Dans votre compte rendu de la cérémonie funèbre qui a eu lieu à Lannou, le 4 janvier dernier, et qui a paru dans votre numéro d'hier, il s'est glissé une petite erreur de nom : au lieu de M. de la Croix, ancien capitaine des francs-tireurs de la Seine, il fallait écrire M. de la Cressonnière, ancien capitaine des carabiniers parisiens, un corps franc également, souvent confondu avec le précédent, et qui avait pour capitaine M. Lavigne.

Agnez, etc.

DARMOY.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 11 janvier.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

A deux heures trois quarts la séance est ouverte.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Divers rapports sont déposés, entre autres un projet d'intérêt local, autorisant la ville de Blois à emprunter 100,000 fr. à l'étranger.

Un autre rapport est déposé par M. Baze, sur des questions qui ont été en substance :

« Le 11 décembre 1871, l'Assemblée a pris une

résolution tendante à nommer une commission de quinze membres pour la révision des lois sur la presse; M. Bozian a fait une proposition du même genre. Nous demandons que les deux commissions nommées se réunissent en une seule; M. Bozian ne s'y oppose pas.

Assemblée n'y fait également aucune opposition.

M. le président fait connaître à l'Assemblée la mort de M. Dupont (de l'Eure) et rend hommage à sa mémoire. (Un homme de bien vient de nous être enlevé; il portait dignement un beau nom : M. Dupont (de l'Eure). La cérémonie funèbre aura lieu à deux heures, à l'église Saint-Jacques-du-Haut-Pas, où se réunira à la maison mortuaire, boulevard Saint-Michel, 107.

On procède ensuite au tirage au sort de la députation qui assistera aux obsèques de M. Dupont (de l'Eure).

Parmi les vingt-cinq noms, sont appelés ceux de MM. le baron de Barante, Rampon (Vonne), le comte de Bismarck, de la Grange, marquis de La Guiche, Orléans, Courcelle, Poin, Bagnon, baron de Vinet, de La Chèvière, de Lesseps, Michel (Hauts-Pyrénées), Lestapis, Pajot, etc.

M. Girard dépose un rapport sommaire sur la proposition de M. de Saisy, ayant pour objet d'appeler le peuple français dans ses comices pour décider sur la question de la république ou de la monarchie.

La commission d'initiative conclut à la non-proposition en considération.

M. Jean Brunet dépose une proposition dont il lit le texte. Il dit que la France, qui était autrefois l'épée de Dieu et la redemptrice des nations, s'est vue corrompre par les impies et les méchants, les rhéteurs et les historiens (Rumeurs et exclamations prolongées.) Il pose ce dilemme : La France veut-elle continuer à marcher dans la voie où elle s'est engagée? ou bien la France veut-elle se relever et marcher en pleine lumière vers la salut? Il fait un principe sur lequel elle s'appuie. Il faut-elle le chercher dans les livres ou dans la réalité? Il agit les prévisions humaines et l'athéisme?

En conséquence, dit-il, j'ai l'honneur de faire à l'Assemblée nationale la proposition suivante : « Art. 1^{er}. — La France, voulant se régénérer, se voue à Dieu et à son Christ. »

Art. 2. — La France élèvera un temple dans la ville de Paris, sur la place de la République, et y fera deux fois la place du Roi-Républicain.

Art. 3. — Ce temple portera cette devise : Dieu protège la France; le Christ est vainqueur, règne et commande. »

Cette proposition entraîne avec elle un caractère d'urgence après que cette Assemblée nationale a voté la loi qui a toujours été le grand soldat du Christ.

L'honorable représentant appuie sa proposition par d'autres considérations qu'il puise dans les enseignements des années passées. (Bruit.) L'urgence n'est pas déclarée.

L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion des propositions premières.

M. Desjardins, dans le rapport au discours de M. le duc Decazes, qui s'est déclaré contraire au projet du gouvernement et au projet de la commission. Je pourrais, dit-il, me contenter de laisser le ministre des finances démontrer l'impossibilité du projet de la commission, et la commission attaquer celui du gouvernement.

Mais mon but n'est pas de démontrer un débat stérile; il est de prouver que si tous les industriels sont frappés par les impôts tels que les décimes additionnels ou les taxes sur les revenus, ils peuvent rechercher quels sont les impôts qui sont les moins défavorables à leurs industries.

L'honorable orateur ajoute que l'industrie à laquelle il a consacré sa vie entière, et qui est la plume et la houille et le fer, n'est pas en cause. Il rappelle que dans le Corps législatif de l'Empire, il appartenait à la grande commission d'enquête sur les traités de commerce, et il énumère les travaux de cette commission. Il cite les noms de tous les hommes éminents, libre-échangistes ou protectionnistes, qui ont travaillé à cette œuvre.

Je suis de ceux qui n'ont pas appelé de leurs vœux le traité de commerce de 1860; mais je suis aussi de ceux qui croient que ce traité n'a pas produit tous les mauvais effets qu'on lui attribue, comme M. Desjardins. La situation commerciale, industrielle depuis 1860, n'a pas été aussi mauvaise qu'on le dit. On a vu, en effet, la comparaison de la période de 1860 à 1880 avec celle de 1881 à 1870 en est la preuve.

Dans la première période, nos importations étaient de 14 milliards; nos exportations étaient de 16 milliards. Dans la seconde période nos importations étaient de 10 milliards; nos exportations étaient de 12 milliards. Les exportations ont donc diminué de 4 milliards, et les importations de 4 milliards.

Il est vrai que, dans les deux dernières années de la période, nos exportations ont été moindres; mais cette diminution provenait de la situation douanière des Etats-Unis à cette époque. Il est donc inutile de ne pas donner de la main gauche ce que l'on veut donner de la droite. Les traités de 1860; ils n'ont pas établi réellement le libre-échange, et l'on doit, à cet égard, suivre ce que l'orateur appelle les idées anciennes, celles d'un protection modéré.

Maintenant, on prétend que l'industrie ne paie rien en fait d'impôt. D'abord, c'est une erreur, et il y a une telle charge d'impôts qu'il y a un impôt direct de plus de 10,000 fr. Ensuite, l'impôt direct ne doit pas être seul considéré dans l'examen auquel l'Assemblée se livre en ce moment.

Les grandes industries appellent une grande population pour les exploiter; cette population consomme beaucoup, et par cela même elle paie beaucoup de contributions indirectes. Elle paie, en outre, l'impôt sur le revenu, et en outre elle paie l'impôt sur le revenu de plus de 10,000 fr. Ensuite, l'impôt direct ne doit pas être seul considéré dans l'examen auquel l'Assemblée se livre en ce moment.

Elle bien! ces productions ont reçu une augmentation considérable.

Le sucre seul a augmenté de 115,000 tonnes à 1,000,000; il y a même des industries qui assurent que l'on arrivera à 3 millions de tonnes.

Il est bien si l'on compare les productions industrielles, les matières premières à cet égard, n'est-il pas à craindre qu'en ayant l'air de gagner quelque chose par l'impôt direct on ne perde beaucoup sur les contributions indirectes?

M. Thiers a prouvé, dit l'orateur, quelle différence il y avait entre un gouvernement qui protège l'industrie et un gouvernement qui ne le fait pas. Le jour où vous adopterez le droit de 3/0, l'impôt direct ne doit pas être seul considéré dans l'examen auquel l'Assemblée se livre en ce moment.

La France n'exporte pas seulement que des produits de luxe. Que deviendront la plupart des industries qui produisent des matières premières? Elles deviendront des industries de luxe, la bonneterie, la draperie, les chemises, avec ce droit, tout ce qui touche aux industries de l'habillement? Comment peut-on songer à porter préjudice à l'exportation, à notre époque où il y a tant de déclassés qui pourraient profiter de l'exportation? (Rires.) On ne colonise pas avec ce droit.

Une chose à laquelle on ne fait pas suffisamment attention, c'est que les bénéfices du commerce de l'exportation sont fort restreints, et ces bénéfices souvent ne servent qu'à couvrir les frais généraux. Avec le droit de 3/0 vous mettez le commerce français dans l'impossibilité de lutter avec l'industrie étrangère.

L'orateur cite cet exemple qui a relevé de l'enquête de 1869. Ainsi, dans le passé, les matières premières atteignaient les prix de tout le monde, et même M. Pouyer-Quertier reconnaît lui-même que les prix des matières premières étaient légèrement plus élevés en France. Ainsi, les matières premières de l'industrie textile, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les matières premières de l'industrie minière, les matières premières de l'industrie forestière, les matières premières de l'industrie extractive, les matières premières de l'industrie métallurgique, les matières premières de l'industrie chimique, les matières premières de l'industrie agricole, les matières premières de l'industrie manufacturière, les

tabas, pour vérifier la marchandise en vente et ordonner la mise en vigueur de la loi qui impose les cigares; hier encore, dans certains bureaux, on débitait des londres à 25 centimes.

Une jolie annonce, traduite du Times :

« Le jeune homme de Coventry-street, qui me regarda tous les jours par la fenêtre quand je m'habillais, est prévenu que, s'il continue, je lui interdirai une action judiciaire pour l'obliger à m'épouser. — Signé : HANNAH. »

Nous n'inventons rien.

Continuons la série des enseignes. Rue des Blancs-Manteaux, sur la boutique d'une revendeuse à la toilette qui fait le commerce des reconnaissances du Mont-de-Piété :

A l'INGRATITUDE

Achat de reconnaissances

Voici en quels termes gracieux le journal l'Emancipation, de Toulouse, invite ses abonnés à opérer leurs versements :

« Nous prions Messieurs les abonnés de nous faire parvenir, sans retard, en un mandat-poste, le montant de leur abonnement. »

« A défaut, nous les avisons que nous allons fournir sur eux, en y ajoutant les frais de négociations, un mandat payable à domicile. »

« L'impôt de 30 0/0 appliqué au papier d'impression, grève tellement notre budget qu'il nous est de toute impossibilité de faire autrement. »

« F...!!! aurait ajouté Vermersch, et c'est été du Père-Duchêne pur. »

M^{me} de G... quète à domicile : — Soyez charitable, disait-elle hier au

vicomte de P... un adorateur poliment évincé jusqu'à la.

— Soyez charitable à votre tour, fit le jeune comédien en déposant son offrande dans l'escarcelle.

— Vous le voyez, vicomte, minauda la jolie quêtuse, j'ai déjà mes pauvres.

DON SPAYVENTO.

LES THEATRES

La répétition générale du *Roi Carotte* n'a pas eu lieu hier. MM. Offenbach et Sardou sont malades; l'administration, qui monie l'ouvrage avec un éclat exceptionnel, n'est pas prête; on ne peut préciser encore la date de la répétition générale et de la première représentation.

Notre confrère et ami, Gustave Lafargue veut donc faire jouer *Suzanne au bain* à l'Opéra.

Nous trouvons, en effet, dans son courrier des théâtres d'aujourd'hui, un panegyrique de M. Halanzier des plus dihydramiques.

Nous y relevons une erreur qui s'est glissée sous la plume de notre excellent confrère, sans doute à la faveur d'un renseignement donné par l'administration de l'Opéra.

M. Monjaud n'a pas demandé trois mois pour apprendre deux rôles; huit jours d'études lui ont suffi pour savoir le *Prophète*, qu'il était prêt à jouer aux conditions qu'aurait stipulées M. Halanzier lui-même. Le directeur de l'Opéra a préféré aller chercher M. Trinquart, percepteur des contributions dans une ville du Midi, et enlever à l'administration un excellent employé pour en faire un mauvais ténor.

Allons, M. Halanzier, cherchez des artistes parmi les artistes, et laissez les enfants à leur mère, les roses aux rosiers et les percepteurs aux contributions.

Voici le programme du concert populaire de dimanche prochain :

Symphonie en si bémol, n° 52... Haydn.
Air de ballet de *Prométhée*... Beethoven.
Marche héroïque (2^e audition)... Saint-Saëns.
Septuor... Beethoven.
Ouverture du *Jeune Henri*... Méhul.

A partir du dimanche 14 janvier, Henry Litoff est définitivement attaché aux festivals populaires que M. de Besselièvre a organisés au théâtre du Châtelet.

L'illustre maître dirigera, chaque dimanche, l'une des parties du festival, et de temps à autre cédera son bâton de chef d'orchestre à quelques-uns de nos compositeurs en renom : Gounod, Félicien David, Saint-Saëns, Bizet, qui feront exécuter leurs meilleures pages.

Les concerts du Châtelet, qui sont en pleine vogue, ne peuvent que gagner à cette nouvelle combinaison.

Le programme du prochain festival est, comme on en peut juger, des plus attrayants :

PREMIERE PARTIE
Sous la direction de M. J. Cressonnois

Ouverture de *Zanetta*... Auber.
Mosaïque sur le *Pré aux clercs*... Herold.
Ouverture de *Sémiramis*... Rossini.
Variations sur le *Carnaval de Venise*... Paganini.

Arrangements pour deux violons, et exécutés par les petites violonistes, Laure et Mathilde Herman, âgées de neuf et dix ans.

DEUXIEME PARTIE
Sous la direction de Henry Litoff

Ouverture de *Oberon*... C.-M. de Weber.
Valse des *Sylphes* (*Damnation de Faust*)... H. Berlioz.
Air de la *Favorite*... Donizetti.

Chanté par M^{lle} Nita Gaetano, élève de Roger.
Espiré hymne à la France... G. Roger.
Orchestre par Litoff, chanté par Roger.

Les *Glorieuses*, ouverture dramatique (1^{re} audition)... H. Litoff.

M. Martinet vient de recevoir un ouvrage en un acte de M. Nibelle, l'auteur applaudi de la *Fontaine de Berny*, du *Loup-garou*, etc., etc.

L'Odéon a choisi la date de la naissance de Molière, le 15 janvier, pour reprendre le cours régulier de ses représentations du répertoire classique.

La direction avait obtenu du ministre des beaux-arts l'autorisation de suspendre momentanément ces représentations pour pouvoir écouler les pièces reçues, que la fermeture du théâtre avait accumulées dans les cartons. D'un autre côté, une partie du matériel avait été détruite pendant la Commune; il fallait le temps de repeindre les décors incendiés.

La reprise des représentations classiques aura lieu avec *Tartuffe* et le *Malade imaginaire*, suivis de la cérémonie dans laquelle paraîtra toute la troupe.

On commencera par un prologue en vers de M. Albert Glatigny, joué par MM. Berton, Porel, E. Provost et M^{lle} Clotilde Colas.

Nous allons oublier le principal attrait de la soirée : Geoffroy remplira le rôle de *Tartuffe*, qu'il n'a pas joué depuis son départ de la Comédie-Française.

Jemina.

THEATRE DE LA GAITE. — Matinées littéraires de M. H. Ballande. — Dimanche 14 janvier 1872 :

Les *Précieuses ridicules*, comédie de Molière en 1 acte et en prose, jouée par MM. Saint-Germain, du Vaudeville, Tossé, M^{mes} Jouassain, sociétaires de la Comédie-Française, et Damain.

Les *Plaidiers*, comédie de Racine, en trois actes et en vers, jouée par MM. Saint-Germain et Tossé, M^{mes} Jouassain et Varenne.

Deux *Ames*, pièce de vers de M. Manuel, dite par M. Vernon.

Conférence par M. Henri de la Pommeraye.

CESSIONS DE PAYEMENTS

Jugements du 9 janvier 1872

LAFONT, commissionnaire en marchandises, ayant demeuré rue Vivienne, 12, présentement avenue du Bel-Air, 14, à Saint-Mandé (Seine).

Jugements du 10 janvier 1872

BLANCHET (Isidore), entrepreneur de maçonnerie, demeurant à Paris, rue d'Alleray, 89.

LOUSSET (Jean), limonadier, demeurant à Paris, rue de Turbigo, 15.

LAURENT (Joseph), ancien charpentier, demeurant à Paris, rue Ordener, 14, actuellement représentant de commerce, demeurant à Paris, rue Mareadet, 101.

TOURNADRE (Amable), ancien marchand boucher, ayant demeuré rue d'Argout, 50, et actuellement rue du Commerce, 57 (Grenelle).

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 12 janvier 1872.

Céréales

Peu d'animation, peu d'activité sur le marché. On ne fait aucune affaire. Le blé reste avec les prix acquis; menus grains, fermes par continuation.

Farines de consommation

Les cours sont bien tenus.

Marques hors ligne, 84 s à s — Choix, 84 s à s — Marque D, 84 s à s — Bonnes marques, 81 s à 83 s — Sortes courantes et ordinaires, 77 s à 80 s.

Farines de commerce

On offre à la cote les farines 8 marques; les supérieures, au contraire, demandées.

Farines huit marques

Dispon. cour. du mois, 82 s — Prochain, 82 s 50; — 4 premiers, s s — Mars et avril, 83 s 25.

Farines supérieures

Dispon. cour. du mois, 79 s — Prochain, 79 s 75; — 4 premiers, s s — Mars et avril, 81 s 50.

Huiles

Les huiles restent sans variation appréciable.

Dispon. 107 s — cour. du mois, 106 s 50 — 3 prochains, 106 s 50 — 4 d'été, 105 s — 4 derniers, 102 s.

L'huile est plus calme; offerte sans acheteurs.

Dispon. 96 s — cour. du mois, 95 s 50 — 3 prochains, 95 s 50 — 4 d'été, 96 s.

Trois-cis

Sans changement.

Dispon. et courant, 56 s 50 — Prochain, 58 s — Mars et avril, 60 s — 4 d'été, 63 s.

Sucres

Affaires limitées.

COTE COMMERCIALE

88° saccharimétriques, 69 s à 69 s 25 — Blancs n° 3, 79 s à 79 s 25 — Rafinés, suivant mérite, 152 s à 153 s.

Le Directeur politique pour la LÉONIE DÉROVIT

Opérations dentaires rendues insensibles par l'OXYDE DE NATRUM, succès consacré par la Faculté de médecine. Pièces dentaires les seules ayant obtenu une mention honorable du corps médical. D^r MARCUS HERMAN, rue Meyerbeer, 4.

AUX TROIS-QUARTIERS

21 et 23, Boulevard de la Madeleine, — Rue Duphot, 24 et 26

LUNDI 15 JANVIER

MISE EN VENTE DE GRANDES OCCASIONS

TOILES, LINGE DAMASSÉ, LINGE DE TOILETTE, LINGE DE MAISON CONFECTIONNÉ, MOUCHOIRS UNIS & AVEC INITIALES BRODÉES, BLANC FIN, Rideaux brodés, LINGERIE FINE, TROUSSEAUX ET LAYETTES, TAPIS D'APPARTEMENTS & ÉTOFFES POUR AMEUBLEMENT, ETC., ETC.

NOTA. — La Maison des TROIS-QUARTIERS n'offre aux dames que les étoffes de premier choix, de très bon goût et d'excellente qualité; toutes ses marchandises, qui proviennent des meilleures fabriques, sont garanties bonnes et vendues aussi bon marché que par n'importe quelle maison

OUVERTURE D'UN COMPTOIR DE MERCERIE, RUBANS, PASSEMENTERIE, BROSSERIE, ETC., ETC.

ENVOIS DE CATALOGUES ET DEVIS DE TROUSSEAUX ET LAYETTES SUR DEMANDE

ENVOIS FRANCO A PARTIR DE 25 FRANCS

VENTES A L'ENCHERE

ÉTUDE de M^{re} Alfred Devaux, avoué à Paris, rue Lafayette, n° 36.
VENTE au Palais de justice, à Paris, le 24 janvier 1872, à 11 heures.
DEUX MAISONS sises à Levallois-Perret, rue Gayé, n° 18 et 20.
Mises à prix : 5,000 et 7,500 fr.
S'adresser : 1^{er} audit M^{re} Alfred Devaux; 2^e à M^{re} Drechou, avoué à Paris, place Boileau, 1; 3^e à M^{re} Fould, notaire à Paris, rue Saint-Marc, 24; 4^e à M^{re} Plon, rue Ventadour, 6.

COLLECTION

OBJETS D'ART et de CURIOSITÉ
Bijoux, miniatures, tabatières, bonbonnières, matières précieuses, orfèvrerie, faïences italiennes, faïences de Bernard Palissy, sculptures en ivoire, bronze Louis XVI.
ANCIENNES PORCELAINES DE SEVRES
TABLEAUX
MODERNES ET ANCIENS
Willens, Diaz, Roqueplan, Isidore, Truvin, A. de Dreux, Coppel, M^{re} V. Lebrun, Chasles, Mallet, Drouhin.
VENTE hôtel Drouot, salle n° 8, les lundis 22 et mardi 23 janvier 1872, à 11 heures 1/2.
M^{re} CHARLES PILLET, commissaire-priseur, 10, rue de la Grange-Batelière.

EXPOSITION
M^{re} FRANCIS PETIT, 7, rue Saint-Georges.
M^{re} CH. MANHEIM, 7, rue Saint-Georges.
particulière le samedi 20 janvier 1872, de une heure à cinq heures.
publique le dimanche 21 janvier 1872, de une heure à cinq heures.

PORCELAINES ANCIENNES

DE LA CHINE ET DU JAPON.
Belles faïences de Belli, verres de Bohême et de Venise, BIANZONI ANCIENS, pendules, Tapisseries anciennes, tentures, étoffes en soie. Meubles en vieux laque, meubles incrustés, beaux éventails Louis XV et Louis XVI. Objets de montre, chateaux, montres, bijoux, objets divers, le tout arrivant de Hollande.

Vente hôtel Drouot, salle n° 8, les lundis 15, mardi 16 et mercredi 17 janvier 1872, à une heure et demie.

M^{re} Charles Pillet, commissaire-priseur, 10, rue de la Grange-Batelière, assisté de M. A. Fèvre, expert, 14, rue Saint-Georges.

EXPOSITION

Le dimanche, 14 janvier 1872, de 1 heure à 5 heures.

Étude de M^{re} E. CANON, avoué à Paris, rue de la Chaussée-d'Antin, 15.

VENTE au Palais de Justice, à Paris, le mercredi 24 janvier 1872, deux heures de relevée, d'une GRANDE-BELLE MAISON, PARIS rue Neuve-des-Mathurins, 23, et rue Auber, 6, avec jardin dominant sur la rue Auber.

Contenance environ : 1,308 mètres.
Revenu brut environ : 67,000 fr.
Susceptible d'être porté à : 75,000 fr.
Mise à prix : 900,000 fr.
Il a été prêt 500,000 fr. par le Crédit foncier.

S'adresser : 1^{er} Audi M^{re} Canon, avoué poursuivant; 2^e à M^{re} Gautier, notaire, rue Saint-Honoré, 217.

AVIS AUX ACTIONNAIRES

LA CAISSE PRÊTS SUR TITRES
8, rue Neuve-Saint-Augustin, 8
avance sur toutes valeurs cotées, reçoit les ordres de Bourse au comptant et à terme.

OTTOMANS, — LOHARDS

RENTE AUTRICHIENNE, RENTE ESPAGNOLE, Valeurs étrangères. — Paiement immédiat et avec prime des coupons à l'échéance de janvier 1872. Office du Comptant, 1, rue Saint-Georges.

LIBRAIRIE ET PUBLICATIONS DIVERSES

LE MONITEUR DES FONDS PUBLICS
Hebdom. 16 pages de textes 15 fr. par an, 5 fr. par trimestre sur demande au directeur, 8, rue N.-St-Augustin.

L'AGENCE INTERNATIONALE de publicité et de commerce Louis MONTAGNIER, Florence (Italie), reçoit les insertions pour tous les journaux italiens aussi en échange de marchandises. Conditions exceptionnelles. Ecrire Franco.

ACHATS ET VENTES DE FONDS DE COMMERCE

A céder un établis. très facile pour une dame, donnant 9,500 fr. de revenu annuel. Pr. 32,000 fr. Facilités. Ecrire à M. Pierre des G..., r. Villado, 3.

MAISON meublée (Ch.-Elysées), à vendre ou à louer, mobilier complet, clientèle princ. c. à din. Belle position pour dame. Bernier, r. Turbigo, 1.

BON DÉBIT
de Tabacs et Liqueurs (Porte St-Martin) Bail 18 ans, rec. 27 fr. par jour, 18,000 fr. M. Bandouin, 16, boul. St-Denis.

INDUSTRIE ET COMMERCE

BIÈRE FANTA
EN BOUTEILLE
DEPOT 30, rue de la TERRASSE, 17^e arrondissement.

LOCATIONS

A LOUER TOUT DE SUITE
BEL APARTEMENT composé de trois chambres à coucher avec cabinets de toilette; deux salons, salle à manger, antichambre, cuisine, deux chambres de domestiques (un quartier au-dessus de l'entresol), et deux caves, rue d'Assolant, 4 bis.

Prix : 2,400 francs.

A LOUER DE SUITE
rue Tournet, n° 43, en face le collège Rollin, charmante maison bourgeoise, beau jardin, dépendances, gaz et eau. Elle conviendrait également à un industriel ou à un artiste. Prix 5,500 fr. S'adresser sur place à M. Bordon de 10 h. à 4 h.

A LOUER DE SUITE
aux Prds Saint Germain, Grande Rue, 82, une maison bourgeoise, propre à toute industrie, pensionnat de demoiselles, entrepôt de marchandises, fabrique. — Grand jardin, potager et d'agrément, vastes ateliers, grande serre vitrée. Cette maison, située à la porte de Paris, peut convenir aussi à un jardinier fleuriste et maraîcher. 6,000 mètres de terrain. — S'y adresser.

AVIS MARITIMES

SOCIÉTÉ
R. RUBATTINO & C^{ie}
DE GENÈS

LIGNE DE BOMBAY

DÉPARTS MENSUELS :
de MARSEILLE le 20 de GENÈS... le 24 pour BOMBAY.
de NAPLES... le 27

La traversée de Naples à Bombay s'effectue en dix-huit jours.

ESCALES :
PORT-SAID, SUEZ, ADEN

S'ADRESSER :
A GENÈS, à la direction;
A MARSEILLE, à MM. CH. LAFORET & C^{ie}, agents de la Société, rue Grignan, 6;
A PARIS, à M. A. CHATEAUNEUF jeune, boulevard Montmartre, 8.

RIG — JANEIRO, MONTEVIDEO ET BUENOS-AYRES

Départ le 1^{er} février par Bonita, steamer neuf et à grande vitesse. Connaissances signés de Paris à destination.

Pour expédition et passage s'adresser : A P. PERRIER, agent de la ligne, 22, rue Drouot.

HYGIÈNE — MÉDECINE — PHARMACIE

LES GOUTTES JAPONAISES calmant la toux, le MAL DE DENTS le plus aigu et en empêchant le retour en détruisant la carie. — Pharmacie CATLUS, carrefour Orléan, 10, Paris, et les pharm.

ASTHME catarrhe, oppression, guérison par les Gouttes-Lecœur, 31, rue Monnaie, 19, Paris.

FRÈRES MAHON, rue RIVOLI, 30
Maladies de la peau et des cheveux, dartres, scrofuls.

VACCIN DE GENÈVE
Le docteur Pinel de Gollerville, 21, rue Visconti, vaccine les lundis, mercredis et vendredis de chaque semaine, à deux heures.

H. SEMPÉ, dentiste, boulevard des Italiens, n° 8, n° 2, extrait plus les dents malades; il les carterise, les embaume et les gère pour toujours. Prix du pansement, 1 fr. (Découverte)

Les Annonces, Réclames et Avis divers sont reçus chez MM. CH. LAGRANGE, CERF ET C^{ie}, — 6, place de la Bourse, 6

PARIS. — Imprimerie SERRIERE et C^{ie}, 123 — rue Montmartre — 123

PROGRAMME DES SPECTACLES

DU 12 JANVIER 1872

OPERA. — 7 h. 3/4
FAUST
op. 3 a., Barbier, M. Carré, mus. Gounod.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

THEATRE-LYRIQUE. — 8 h. 0/0

LE MAITRE DE CHAPELLE
op. 3 a., 1^{er} a., M^{re} Sophie Gay, Paer.

MARTHA
op. 3 a., de Saint-Georges, Flotow.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

VAUDEVILLE. — 8 h. 1/2

LES FAUX BONSHOMMES
op. 3 a., Th. Barrière, Capendu.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.

OPERA-COMIQUE. — 8 h. 0/0
LE PRÉ AUX CLERCS
op. 3 a., Planard, Hérold.